



CRESC

Centre de Recherche
Economie Société Culture
MOHAMMED VI POLYTECHNIC UNIVERSITY
جامعة محمد السادس متعددة التخصصات

Le gouvernement du social au Maroc

Groupe coordonné par

Béatrice Hibou et Zakaria Kadiri

Avec

Irene Bono

Nadia Hachimi

Mohamed Nahhass

Yasmine Berriane

Leila Bouasria

Lisa Bossenbroek

Mohamed Mahdi

Zakaria Kadiri

Béatrice Hibou

Au Maroc, la question du social est sur l'agenda politique et scientifique depuis les années 2000, sous l'angle principalement du défaut d'Etat social, et plus récemment, des contestations et revendications sociales qui nécessiteraient, de façon urgente, la définition de politiques publiques adéquates. En s'émancipant de ces perspectives, on voit cependant apparaître des acteurs et des pratiques qui, de façon consciente ou non, contribuent à former le contour du social.

L'ambition de ce groupe de recherche est d'intégrer cette dimension à part entière de l'analyse en entrant dans les méandres des manières de gouverner de tels enjeux de société. On ne peut penser le social de façon isolée. Il est nécessaire de l'articuler aux logiques politiques du vivre ensemble en prenant en compte aussi bien le cadre légal définissant l'ordre politique ou économique que les ressorts idéologiques et culturels des stratégies de légitimation, les définitions de la sécurité ou de la stabilité, les conceptions de la citoyenneté ou du bien commun, la redéfinition permanente de l'appartenance ou encore les logiques d'inclusion et d'exclusion.

A partir du thème du « gouvernement du social », le groupe propose d'aborder la question sociale sans la réduire aux institutions de l'Etat-providence ou aux formes bureaucratiques d'intervention dans la société, et sans l'opposer à l'Etat et à l'ordre politique établi. Dans une tradition wébérienne, il cherche au contraire à appréhender le « social » à travers ses relations et ses interactions quotidiennes, sans cesse réinventées, sans préjuger des formes de la société. C'est donc la pluralité des formes du « social » et des façons par lesquelles elle peut être gouvernée qui nous intéresse, pluralité qui fait écho non seulement à la trajectoire historique propre à chaque situation analysée, mais également à la diversité des référents qui structurent la conception de l'Etat et des rapports de pouvoir qu'ont des segments de la société.

Sans vouloir circonscrire ici les pistes de recherche et les terrains que les membres du groupes pourront développer pour appréhender le changement social et les façons de gouverner, plusieurs thèmes apparaissent d'ores et déjà important à explorer :

- En partant d'une analyse critique des catégories à partir desquelles les mutations sociales sont généralement pensées et les politiques publiques mises en œuvre ou critiquées par les observateurs ou opposants politiques (à l'instar des « jeunes », des « pauvres », de telle ou telle catégorie « d'entrepreneurs » ou « acteurs économiques »), ou à partir des institutions sociales patentées (tels la caisse de compensation, l'INDH ou l'Entraide nationale)
- En partant de l'analyse des tensions et conflits spécifiques à un secteur économique donné ou à un territoire (régions minières, régions marginales, centres industriels ou portuaires, milieu rural) et des instances d'intermédiation et de médiation sous la forme de dispositifs ou de personnages, d'institutions ou de groupes sociaux
- En partant d'un renouvellement de l'analyse de la responsabilité et des transformations de ses contours comme de sa compréhension et de sa signification, responsabilité des différentes sphères politiques mais aussi des différents segments de la société, qui renvoient à des

imaginaires politiques différents, et notamment à des différents imaginaires de l'Etat et des rapports de l'Etat et de la société.

- En partant de la problématique de la temporalité, ou plutôt du croisement, du chevauchement et de la concaténation de temporalités différentes, qui renvoient à des conceptions différentes des rapports à l'histoire bien sûr mais également des rapports à l'autorité, des rapports entre groupes sociaux, des conceptions idéologiques et culturelles de l'Etat, de la nation, de la communauté.

Cette perspective, riche également par son approche pluridisciplinaire (sociologie historique du politique ; économie politique ; anthropologie ; sociologie rurale) et comparative, permet de comprendre comment la question du social se trouve au cœur de conflits ou de tensions le plus souvent euphémisés, et pose donc la question du rapport entre changement politique et changement social, en prenant en compte la cohabitation de conceptions, de visions, de logiques et d'intérêts différents de la vie en société.

Constitué il y a quelques années maintenant, ce groupe a déjà développé deux recherches, l'une sur l'injustice, l'autre sur les modalités indirectes du traitement du social, qui sont restituées dans deux ouvrages :

- *L'Etat d'injustice au Maghreb. Maroc et Tunisie* (par Irene Bono, Béatrice Hibou, Hamza Meddeb et Mohamed Tozy, Paris, Karthala, 2015) aborde la question de la justice sociale, pour questionner le lien politique et ses transformations au Maroc et en Tunisie. Relativisant la pertinence de l'événement « Printemps arabes » comme aune d'analyse, ce livre suit les redéfinitions de la question de l'injustice sociale à travers le rapport des partis ou des organisations islamiques à l'Etat, à la nation, au néolibéralisme ou à l'exercice du pouvoir. A travers l'analyse critique des politiques publiques d'inclusion des « pauvres », la mise à distance de territoires stigmatisés, la construction idéologique de vrais (ou faux) problèmes (tels la « jeunesse », l'« employabilité » de la main d'œuvre ou les « rentes » économiques, le processus de formation de l'Etat se voit requalifié comme matrice d'inégalité légitime en permanente mutation, au gré des rapports de force et des luttes sociales.
- et *Le gouvernement du social* (sous la direction de Béatrice Hibou et d'Irene Bono, Paris, Karthala, 2015) a plus particulièrement mis en évidence l'importance des modalités indirectes du traitement du social, parfois difficilement perceptibles, et la multiplicité des façons de le gouverner. A partir de catégories (les « mères célibataires », les « pauvres », les « petites bonnes »), d'institutions sociales (les maisons de jeunes, la caisse de compensation), de secteurs économiques (le

port ou les transports urbains à Casablanca) ou encore de territoires (le Rif ou les terres collectives dans les Hauts Plateaux de l'Oriental), ce livre montre que ces enjeux sociaux sont largement pris en compte en dehors des politiques publiques formalisées, et qu'elles passent le plus souvent par des intermédiaires et des médiations peu institutionnalisées, ce qui alimente compromis et équivoques, mais ouvre ce faisant l'horizon des possibilités et des bricolages en jouant sur la souplesse, l'adaptation et les arrangements.

Pour les années qui viennent, le groupe va se centrer sur les jeunes en milieu rural et sur les régions minières.